

MARCHE DE GROS DES OFFRES HAUT DEBIT ACTIVEES LIVREES AU NIVEAU INFRANATIONAL

Le développement spectaculaire du marché grand public ne doit pas masquer le fait que la position de France Télécom sur le marché de détail est anormalement élevée en zones non dégroupées (probablement plus de 60%) en raison des caractéristiques de ses offres de gros DSL.

Cette part de marché très forte de FT sur les zones non dégroupées s'accroît depuis quelques mois, la pénétration sur les zones dégroupées étant déjà élevée. Cette situation est critique pour les opérateurs alternatifs.

LES PARTS DE MARCHE DE FRANCE TELECOM EN ZONES NON DEGROUPEES

Free considère que l'ARCEP doit maintenir un indicateur décrivant les parts de marché en flux ainsi qu'en stock de France Télécom sur le marché de détail dans les zones non dégroupées.

Free note que l'ARCEP maintient un indicateur mesurant les parts de marché des opérateurs mobiles historiques¹.

Dans l'hypothèse où les parts de marché de France Télécom seraient établies durablement à un niveau élevé en zones non dégroupées par rapport aux zones dégroupées, cela témoignerait de problèmes non traités par la régulation sur le marché de gros qui affectent le marché sous-jacent de détail.

L'indicateur proposé par Free illustre donc la qualité de la régulation en zones non dégroupées.

A titre d'exemple, les tarifs de l'offre DSL de France Télécom ont été établis durant le premier cycle à un niveau ne permettant pas aux opérateurs tiers de migrer leurs parcs existants sur des profils autoadaptatifs ADSL2+ comprenant 2 VC.

Free (et les autres opérateurs) n'ont pas été en mesure de modifier durant le premier cycle d'analyse de marché les accès existants et de commercialiser sur le marché de détail en zones *non dégroupées* des accès de même qualité que ceux qu'a été en mesure de commercialiser France Télécom.

¹ Cf Le suivi des indicateurs mobiles

LA COLLECTE ETHERNET :

Plusieurs années ont été nécessaires à France Télécom pour commercialiser une offre (livraison régionale sur routeur IP avec flux encapsulés dans des tunnels L2TP) qui fonctionne de manière stable. La modification du mode de collecte devra donc être motivée par (i) une économie très substantielle sur les coûts récurrents de collecte (ii) des bénéfices d'évolutions et d'améliorations en terme de services.

L'ARCEP devra être vigilante aux conditions techniques et tarifaires de l'introduction de ce nouveau mode de collecte. En effet, France Télécom a pour habitude de contraindre les opérateurs à des migrations de parc inutiles et coûteuses.

Free ne souscrira pas à une modification de son parc si cette modification (i) n'apporte aucun bénéfice en terme d'évolution de service pour les clients finals (ii) entraîne une augmentation des coûts récurrents (iii) est facturée. A cet égard, Free rappelle que les tarifs de DSL Access et DSL Collecte sont largement supérieurs aux coûts puisqu'ils sont contraints par le niveau de non éviction par rapport au dégroupage. Free estime donc que les tarifs récurrents embarquent ainsi toute modification du parc, notamment un changement de mode de collecte ou l'introduction de nouvelles fonctionnalités.

Free s'étonne que le coût moyen de livraison en Ethernet puisse être supérieur au coût moyen de la collecte IP, toute chose égale par ailleurs. A consommation égale, le surcoût est de plus de 20%. Dans ces conditions, Free ne souscrit pas à DSL Collecte Ethernet.

LE « BISTREAM VIDEO »

L'extension de la zone arrière du « triple play », principe d'intérêt public, peut et doit d'abord reposer sur l'amélioration des conditions opérationnelles et tarifaires du dégroupage, aussi bien en terme de ressources de cohabitation qu'en terme de ressources de connexion (LFO ou offre de bande passant activée).

LA SIMULATION TARIFAIRE DES ACCES MAINTENUS EN DSL ACCESS EN CAS DE REPARTITEURS DECLARES « FERMES » AU DEGROUPE

De nombreux répartiteurs sont déclarés « fermés » au dégroupage, France Télécom n'entretenant aucun travaux de désaturation ou d'extension de bâtiments. En l'état des contrats conclus, il n'existe aucun mécanisme propre à inciter France Télécom à entreprendre tout ce qui est possible pour dégager des ressources permettant à un opérateur de prendre livraison d'accès dégroupés. C'est ainsi que des accès DSL Access sont maintenus sur plusieurs centaines de NRA déclarés par France Télécom « fermés » au dégroupage.

France Télécom ne donne aucune visibilité sur les travaux nécessaires ainsi que sur les délais de désaturation, ces travaux étant effectués de manière discrétionnaire par les Unités Locales de France Télécom, ce qui est inacceptable.

Dans ces conditions, Free considère justifié d'imposer à France Télécom l'obligation de facturer les accès « DSL Access » au tarif de la paire de cuivre dégroupée dans les cas où des travaux de désaturation ne sont pas initiés dans un délai de trois mois suivant la demande de l'opérateur tiers. Ce mécanisme, existant dans le cadre de l'interconnexion commutée, a été de nature à inciter France Télécom à dégager des ressources réseau au niveau de commutateur d'abonnés.

LES DELAIS D'APPLICATION DE BAISSSE DE TARIFS

Dans un contexte où les opérateurs doivent investir de manière symétrique pour construire une nouvelle boucle locale, il est capital de ne laisser aucun bénéfice indu à l'opérateur dominant.

A de trop nombreuses reprises, France Télécom a pu mettre en place un délai excessif de trois mois avant l'application de baisse de tarifs légitimes (respect du critère d'orientation vers les coûts), ce qui a fait peser des charges excessives sur les opérateurs.

Ces situations doivent cesser : toute baisse de tarif doit être mise en œuvre le 1^{er} du mois suivant l'annonce de la modification tarifaire afin d'éviter des bénéfices indus à France Télécom.

Par ailleurs, le plancher du tarif de DSL Access dans les zones qui ne seront jamais dégroupées doit être fixé au niveau des coûts de France Télécom et non pas au niveau des tarifs d'éviction.

LE MAINTIEN DES OBLIGATIONS EXISTANTES

Free souscrit à l'analyse de l'Autorité sur ce point et estime qu'il est particulièrement pertinent et proportionné d'imposer à France Télécom le maintien des prestations existantes, étant précisé qu'il s'agit pour Free d'un socle minimal qu'il convient d'enrichir le cas échéant par tout remède approprié.

C'est ainsi qu'il est important de maintenir la disponibilité sans contraintes excessives pour les opérateurs, telles que par exemple des seuils de commandes manifestement décorrélés des attentes du marché, d'offres de type ADSL Nu, réactivation d'accès précédemment inactifs et créations d'accès qui correspondent en effet à une attente très forte des consommateurs finals.

Concernant l'accès, Free partage pleinement l'analyse de l'Autorité qui propose d'imposer à France Télécom l'obligation de satisfaire toute demande raisonnable d'accès Bitstream ADSL à un niveau régional. Pour ce qui est du niveau départemental, sans exprimer d'opposition majeure à une telle évolution, Free estime toutefois que son intérêt est loin d'être acquis à ce stade.

LE BITSTREAM REPOSANT SUR LA FIBRE OPTIQUE

L'analyse de l'Autorité repose sur le postulat selon lequel l'ouverture du génie civil de France Télécom saurait à elle seule apporter des garanties d'exercice d'une concurrence dynamique sur le marché de détail.

Free ne partage pas la position de l'Autorité.

En effet, l'analyse de l'Autorité se heurte aux situations où, pour des raisons techniques, (i) le génie civil existant de France Télécom ne permettrait pas l'accueil d'autres opérateurs (ii) il serait impossible de dupliquer le génie civil existant compte tenu de l'incapacité du domaine public ou privé à accueillir un nouveau génie civil.

D'une manière générale, Free estime que le maintien sur le très haut débit de la dynamique concurrentielle actuellement observée sur le haut débit passe par tout un jeu d'obligations complémentaires agencées de façon suffisamment incitatives, à l'instar de ce que le régulateur belge, l'IBPT, a récemment préconisé

Dans les situations où l'accès au génie civil serait impossible, Free estime qu'il convient d'envisager des obligations au niveau du marché de gros en imposant à France Télécom tout d'abord (i) une offre de gros de fourniture de fibre noire à un point pertinent, puis (ii) une offre d'accès au débit (« *bitstream optique* »).